



Le prophète de 39 ans dit avoir reçu un « appel de Dieu » pour cette échéance présidentielle. Malgré une expérience politique nulle, il entend néanmoins tout mettre en œuvre pour créer un Cameroun nouveau. Ndifor Afanwi Franklin, puisqu'il s'agit de lui, est le candidat du Mouvement citoyen national du Cameroun (Mcn) pour le scrutin présidentiel du 07 octobre prochain. Le pasteur du Kingship International Ministry répondait aux questions de nos confrères du journal le Messenger

Vous dites avoir reçu un appel divin pour cette mission présidentielle à laquelle vous aspirez. Pouvez-vous partager avec nous cette expérience ?

Comme le savent certainement beaucoup de camerounais, je suis un serviteur de Dieu. Je le fais par vocation, suite justement à un appel de Notre Père Céleste. Ses voies sont insondables, jusqu'à ce qu'Il vous la montre. Le moins que je puisse dire, est qu'Il me l'a récemment montrée, en ce qui concerne le devenir de notre pays. Contrairement aux hommes, Dieu est sensible à nos malheurs. Il cherche toujours à y apporter des solutions. Il m'a donc choisi pour soulager les souffrances de notre peuple. Je sais qu'Il me donnera les moyens et la force pour accomplir cette lourde mission. C'est Lui ma force.

Ne pensez-vous pas que le fait d'être porté par une église dite de réveil, compromette vos chances d'avoir la faveur des suffrages ?

Le monde est divisé en ceux qui croient et en ceux qui ne croient pas. Pour nous autres croyants, nous sommes tous enfants du Père. Nous habitons tous Sa maison, quoique dans des chambres différentes. Même ceux qui ne croient pas en Lui sont Ses enfants, car dans Son infinie bonté, Il n'abandonne personne, et je suis persuadé qu'Il associera tous Ses enfants croyants ou non, à la lutte. Ceci dit, je n'envisage pas de créer un régime théocratique au Cameroun. Notre pays est laïc, et je suis un légaliste convaincu. J'entends créer un nouveau Cameroun pour tous les fils de ce pays, qu'ils soient musulmans, vaudous, animistes ou chrétiens comme moi. L'objectif est d'appliquer notre programme politique qui lui, n'a rien à voir avec la religion, même s'il est inspiré par Dieu, la crainte de Son Saint Nom et le respect de ses valeurs.

Croyez-vous vraiment que Dieu vous transmettra la destinée du Cameroun au soir du 7 octobre 2018 ?

C'est à moi d'être digne de Sa confiance. Il m'a confié cette exaltante mission. J'œuvrerai pour l'accomplir. Dieu ne promet pas en vain, et tient toujours ses promesses. Par ailleurs, Il ne donne à personne une charge qui le dépasse. Je compte sur l'ensemble des camerounais pour m'y aider. Je compte surtout sur des aînés comme l'honorable Monthé, pour partager leur expérience. Je ne suis pas de ceux qui disent vouloir chasser les vieux du village. À cet égard, moi président, Paul Biya n'aura rien à craindre. Je viens d'un coin où on a que des égards pour les aînés. Je n'hésiterai pas à consulter ce patriarche si besoin est.

Votre politique se résume en une « transformation profonde du Cameroun pour le bien être des camerounais ». Est-ce qu'on peut avoir une idée globale de votre programme politique ?

Je dois d'abord rappeler que ma candidature est portée par le Mouvement Citoyen National Camerounais (MCNC) dont le président est l'honorable Monthé Nkouobité Jean, ancien député de la nation. C'est un parti d'essence social-libérale. Nous avons passé un accord de gouvernement sur cette base, qui se résume en trois points : une école efficace pour former la ressource humaine nécessaire pour le développement de notre pays ; un système de santé performant accessible à tous pour garder nos populations en bonne état de productivité et enfin, la flexisécurité dans le secteur du travail.

Que mettez-vous dans le vocable « vérité » que vous entendez apporter comme remède miracle pour le changement du Cameroun ?

Dans ce vocable, il faut voir la volonté de dire les choses comme elles sont. Quand les choses ne marchent pas, il faut avoir le courage de le dire. C'est un truisme de dire que le Cameroun va mal. Il faut remédier à la situation. C'est ce que nous entendons faire. La vérité c'est aussi de reconnaître le peu qui est bien fait. Le monde n'est pas manichéen. Le président Paul Biya a fait ce qu'il a pu, il faut mettre cela à son crédit. Seulement, nous voulons aller plus loin, plus vite, pour rattraper le retard accusé par l'inertie que lui-même a reconnu pour son régime. On ne bâtit rien de solide dans le mensonge.

Vous émettez le vœu de voir le Cameroun délivré de la corruption. Comment entendez-vous réussir un tel exploit ?

C'est moins un exploit qu'une remise de notre pays sur le droit chemin. Les camerounais, sous l'ancien régime, étaient plus respectueux du bien public. Cela veut dire qu'ils ne sont pas foncièrement malhonnêtes. On dit que l'occasion fait le larron. Les mauvaises pratiques se sont installées peu à peu, au fur et à mesure du ramollissement du système actuel. Le camerounais dont la créativité est connue, s'est accommodé de tout cela et en a profité. Cela doit cesser ! Nous entendons redonner à l'État son autorité, en refusant tout compromis et toute compromission avec tout ce qui viole la loi. En somme, c'est la tolérance zéro à tout écart avec la loi. Cela est possible, et notre programme en donne les détails. Par exemple : nous entendons regrouper en un seul organe, toutes les agences de lutte contre la fraude ; nous envisageons la création d'un corps d'élite de la police, à l'image du FBI américain. Cependant, je tiens à préciser que la sanction est à la fois positive et négative. Tous ceux qui fraudent seront châtiés ; par contre ceux qui travaillent bien seront récompensés. Ils auront des facilités pour bien vivre et n'auront plus besoin de frauder.

Vous n'êtes pas le seul candidat de l'opposition. Il y en a beaucoup d'autres et notamment Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) et Akere Muna de la Plateforme pour une nouvelle République. Est-ce que dans une élection à un seul tour, vous n'êtes pas en train de disperser les voix de l'opposition ?

Tout dépend de ce que vous mettez dans le terme « opposition ». Contrairement à la plupart des observateurs, j'estime qu'il y a deux camps dans cette élection. Vous avez d'abord le camp du système qui comprend tous ces anciens grands commis de l'État. Ils sont fabriqués par le système qu'ils ont servi pendant longtemps, et dont ils continuent de profiter. Vous avez toujours parmi eux, des employés et des partenaires du système. L'un est l'héritier d'un apparatchik du système. Son père est l'un des architectes de la situation que nous vivons dans les deux régions en crise. Ceux-là, voici près de trente ans qu'ils font semblant de lutter contre leur géniteur. Ils y passeront cent ans, que le résultat sera le même. Et si par hasard l'un d'eux renversait Biya, le système changerait d'allure, mais resterait le même, c'est-à-dire néocolonial. Ce n'est tout simplement pas possible, car ces créatures du système n'ont pas les moyens de le chasser. Ils sont trempés, et le régime les tient. Dans le deuxième groupe, celui auquel j'appartiens, se trouve des hommes neufs ; ceux qui n'ont pas parti lié avec le système. Nous sommes donc les candidats anti système. Je ne suis pas otage de la mode politique ni de l'opinion publique, pour laquelle j'ai beaucoup de respect néanmoins.

Pourquoi accusez-vous les politiciens d'être responsables de la situation actuelle du Cameroun ?

Ils sont en charge de la gestion du pays et par conséquent, sont comptables de leur gestion. Ni vous ni moi ne gérons aucun pan du pouvoir public. Notons que le mal de ce pays est dans la fonction publique, celle-là qui a en charge les biens publics. Nous avons sombré dans la République des fonctionnaires, avec ses travers. Je ne dis pas que tous les fonctionnaires sont corrompus, mais tout le système l'est. Son patron Paul Biya l'a reconnu plus d'une fois. Il faut cependant se demander comment on en est arrivé là. Le fait est que parmi les serviteurs de l'État, il y a les fonctionnaires politiques que l'on retrouve en majorité dans la préfectorale. Leur rôle est de maintenir le système en place. Il y a aussi les fonctionnaires administratifs qui forment le gros des troupes, et dont le rôle est le service public non partisan. Alors, le fait pour eux de se muer en politiciens est à l'origine du dysfonctionnement du système. Beaucoup ont

réalisé qu'en se cachant dans le RDPC, ils pouvaient impunément violer la loi. Nous entendons y mettre un terme. L'employé de l'État, s'il n'est de la préfectorale (et encore !), doit être neutre et impartial. Nous entendons bâtir un État vraiment impartial, au service de tous et non de quelques uns. Pour cela, nous allons lutter contre la patrimonialisation de l'État. Par exemple, un fonctionnaire n'aura même pas le droit de porter sa famille dans sa voiture de fonction, car c'est lui qui est fonctionnaire, et non sa femme et ses enfants. Nous leur donnerons les moyens de s'offrir une voiture personnelle, au vu de leur performance, et relativement à la sanction positive évoquée plus haut.

Que répondez-vous à ceux qui pensent que vos origines anglophones soit une courroie de transmission idoine pour mettre en phase la partie anglophone et francophone du pays ?

Je me définis d'abord comme camerounais, même si je ne renie point l'histoire qui a mis l'anglais dans ma bouche. Je m'exprime parfaitement dans ma langue maternelle, tout comme je me débrouille en français. Je connais les coutumes de mes ancêtres, même si je ne les applique pas toutes. Par ailleurs, je viens d'être investi pas un parti basé à Bafang dans la partie à majorité francophone. Je remercie en passant ces braves concitoyens qui ont mis l'intérêt du Cameroun au dessus des leurs propres. Le fait est que la partie à majorité anglophone de notre pays connaît en réalité une crise de leadership. Certains de nos anciens politiciens dont le père de l'un des candidats, ont préféré les ors du pouvoir au bien-être du plus grand nombre. Après eux, les politiciens des années 90 ont succombé à leur tour aux charmes du pouvoir intéressé et personnel. De son côté, le régime a contribué à affaiblir les chefs traditionnels et surtout les corps intermédiaires que sont les syndicats et autres ONG. Conséquence, devant une crise majeure, le peuple n'a plus de porte-parole. Il faut donc créer un nouveau leadership non seulement dans la partie anglophone, mais dans le Cameroun tout entier, car les politiciens s'embourgeoisent rapidement et oublient ceux qui les ont votés.

Comment le Mouvement citoyen national du Cameroun (Mcn) a apprécié les dernières statistiques publiées par Elecam concernant l'évolution des inscriptions sur le fichier électoral ?

Disons la vérité. Les chiffres n'ont pas beaucoup augmenté. Quelqu'un a dit qu'il ferait inscrire 11 millions d'électeurs. Nous constatons qu'on est loin du compte. Ce n'est pas surprenant, car c'est un acteur du système comme je l'ai dit tantôt. Ce sont des grandes annonces qui servent à endormir les masses. Au MCNC et au PNPC qui est ma formation d'origine, nous estimons qu'il faut former les camerounais à la chose politique. Voyez-vous, le régime d'Ahidjo a procédé à la dépolitisation des camerounais. Celui de Paul Biya les en a dégoûtés. Il convient dès lors de les repolitiser, de les armer afin qu'ils puissent changer véritablement leur pays. Car ce n'est personne d'autre que le camerounais qui changera le Cameroun, et le vrai changement, le changement durable, j'en suis convaincu, viendra de la base. Il faut donc repolitiser et remotiver la base.